

Au Journal officiel du 23 au 29 juin 2018

Au Journal officiel du 23 au 29 juin 2018

02/07/2018

Au Journal officiel du 23 au 29 juin 2018

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 23 juin 2018 :

- Arrêté du 15 juin 2018 modifiant et complétant la **liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante**. – *Modification de l'arrêté du 7 juillet 2000.*

Au JO du 24 juin 2018 :

- Décret n° 2018-505 du 21 juin 2018 relatif à la **baisse de l'aide personnalisée au logement dans le cadre du dispositif de réduction de loyer de solidarité et modifiant le Code de la construction et de l'habitation**. – *Modification du Code de la construction et de l'habitation.*

Au JO du 26 juin 2018 :

- **LOI n° 2018-509 du 25 juin 2018 relative à l'élection des représentants au Parlement européen**. – *Modification du Code électoral, de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977, de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 et de la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 ;*
- Arrêté du 13 juin 2018 fixant les modalités des **déclarations prévues aux articles 8, 11 et 20 du décret n° 2018-384 du 23 mai 2018 relatif à la sécurité des réseaux et systèmes d'information des opérateurs de services essentiels et des fournisseurs de service numérique**.

Au JO du 27 juin 2018 :

- Décret n° 2018-511 du 26 juin 2018 pris pour l'**application de l'article L. 132-12-1 du Code minier aux concessions de mines d'hydrocarbures** ;
- Décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux **subventions de l'État pour des projets d'investissement**. – *Modification du Code général des collectivités territoriales. – Abrogation de plusieurs textes non codifiés. – ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2018.*

Au JO du 28 juin 2018 :

-
- LOI n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un **nouveau pacte ferroviaire**. – *Modification du Code des transports*. – *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières* ;
 - Décret n° 2018-516 du 27 juin 2018 relatif au **service public réglementé offert par le système mondial de radionavigation par satellite issu du programme européen Galileo**. – *Modification du Code de la défense et du décret n° 97-1184 du 19 décembre 1997* ;
 - Décret n° 2018-518 du 27 juin 2018 portant diverses **modifications du décret n° 2001-213 du 8 mars 2001 modifié portant application de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel et modifiant le Code électoral**. – *Modification du Code électoral et du décret n° 2001-213 du 8 mars 2001* ;
 - Décret n° 2018-520 du 27 juin 2018 **pris pour l'application de l'article L. 165-3-3 du Code de la sécurité sociale**. – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
 - Décret n° 2018-521 du 27 juin 2018 relatif aux **conditions et modalités de reversement de la contribution aux départements attribuant une allocation personnalisée d'autonomie aux assurés relevant de la compétence en matière d'assurance maladie d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, autre que la France, ou de la Confédération suisse, ainsi qu'à l'échange et au traitement de certaines données à caractère personnel**. – *Modification du Code de l'action sociale et des familles* ;
 - Décret n° 2018-522 du 27 juin 2018 relatif aux **remises prévues à l'article L. 165-4 du Code de la sécurité sociale et à la pénalité liée à la production de données erronées relatives aux dispositifs médicaux remboursables par l'assurance maladie**. – *Modification du Code de la sécurité sociale et du Code de la santé publique*. – *Voir également CNIL, délibération n° 2018-261 du 21 juin 2018* ;
 - Arrêté du 27 juin 2018 relatif à la **fixation du taux de l'intérêt légal** ;

À signaler également au titre de ce JO :

- **Décision nos 408261 408431 408435 409256 du 14 juin 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** : décret n° 2016-1907 du 28 décembre 2016 ;
- **Décision nos 408265 408423 408424 du 14 juin 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** : décrets n° 2016-1876 du 27 décembre 2016 et décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 ;
- **Décision n° 411583 du 18 juin 2018 du Conseil d'État statuant au contentieux** : décret n° 2017-918 du 9 mai 2017 ;
- **Conseil d'État , Avis n° 419227 du 25 juin 2018**.

Au JO du 29 juin 2018 :

-
- LOI n° 2018-527 du 28 juin 2018 relative au **défibrillateur cardiaque**. – *Modification du Code de la construction et de l'habitation et du Code de la santé publique* ;

 - Décret n° 2018-528 du 28 juin 2018 pris pour **l'application de l'article 1er de la loi n° 2018-187 du 20 mars 2018 permettant une bonne application du régime d'asile européen (partie réglementaire)**. – *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile* ;

 - Décret n° 2018-533 du 27 juin 2018 relatif à la **mise en œuvre de l'expérimentation prévue au XVII de l'article 15 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018**. – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;

 - Décret n° 2018-535 du 28 juin 2018 codifiant les **dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et aux commissions départementales des valeurs locatives des locaux professionnels**. – *Modification du Code général des impôts. – Abrogation des plusieurs textes non codifiés. – Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 3)* ;

 - Décret n° 2018-536 du 28 juin 2018 codifiant les **dispositions relatives à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et à leurs règles d'évaluation**. – *Modification du Code général des impôts. – Abrogation des plusieurs textes non codifiés* ;

 - Décret n° 2018-537 du 28 juin 2018 relatif à **l'évaluation archéologique en mer pris pour l'application de l'article L. 524-6 du Code du patrimoine**. – *Modification du Code du patrimoine et du décret n° 97-1200 du 19 décembre 1997. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} octobre 2018 (cf. art. 4)* ;

 - Décret n° 2018-538 du 27 juin 2018 relatif à la **dématérialisation des déclarations des revenus professionnels et des paiements des cotisations et contributions de sécurité sociale des travailleurs indépendants agricoles**. – *Modification du Code rural et de la pêche maritime* ;

 - Décret n° 2018-541 du 28 juin 2018 pris en **application de l'article L. 135 ZH du Livre des procédures fiscales et relatif à la communication d'informations nécessaires à la détermination et au contrôle de l'éligibilité des demandeurs d'accès à un logement social**. – *Modification du Livre des procédures fiscales. – Voir également CNIL, délibération n° 2018-286 du 21 juin 2018* ;

 - Arrêté du 28 juin 2018 adaptant les **dispositions de l'annexe IV au Code général des impôts à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels**. – *Modification du Code général des impôts. – Abrogation des plusieurs textes non codifiés* ;

 - Arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif **aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièremment, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages**. – *Modification de l'arrêté du 14 août 2012. – Ce texte entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018 (cf. art. 8)* ;

- Arrêté du 11 juin 2018 portant approbation du **référentiel d'accréditation des organismes de certification et du référentiel de certification pour l'hébergement de données de santé à caractère personnel.**

La Rédaction législation

© LexisNexis SA